

1^{er} mai 2021

Journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs.

Depuis plus d'un an le monde entier est bouleversé par la pandémie de Covid -19 . Cette crise est multiple et a de nombreuses conséquences dans le domaine de la santé en premier lieu, mais aussi sur les questions économiques et sociales ainsi que sur le plan de la démocratie.

Elle a mis en avant les limites et les conséquences désastreuses de décennies de politiques libérales menées pour le seul profit des intérêts capitalistes. Chaque jour, nous mesurons l'acharnement que ses chiens de garde mettent en œuvre pour inventer de nouvelles contraintes et de nouvelles diversions afin de masquer leurs échecs face à la gestion de la pandémie.

Au lieu de tout mettre en œuvre pour s'unir, au niveau planétaire, afin de se concentrer sur l'éradication du virus, les réflexes des tenants du capitalisme demeurent les mêmes : Tout faire, quoi qu'il en coûte, pour continuer l'accumulation des profits tout en tentant de réduire les libertés.

Pourtant, que ce soit en France, en Europe et dans le monde, des voix s'élèvent, des luttes s'organisent afin que la priorité soit donnée aux besoins de santé et que la place des travailleurs et travailleuses soit reconnue. Partout face aux régressions démocratiques, des combats se mènent afin que nous ne vivions pas dans des socié-

tés de culpabilisation, de contraintes et de répression. La CGT exige un plan de rupture avec les politiques et les logiques économiques qui nous ont menés là où nous sommes.

Dans tous les domaines, la nécessité de répondre de manière progressiste aux besoins de la population est la première des choses à faire : réinvestir dans les services publics, dans la santé, relocaliser les productions industrielles dans un cadre respectueux de l'environnement permettant de créer des emplois et d'augmenter les salaires, faire des vaccins un bien commun de l'humanité, s'attaquer aux réels problèmes auxquels est confronté la jeunesse, voilà nos priorités ! Elles ne sont pas utopiques : l'argent existe pour les financer. Les résultats indécentes des grandes entreprises, le versement des dividendes, l'enrichissement des plus riches qui profitent de la crise actuelle comme d'autres, par le passé profitaient des guerres : voilà où trouver l'argent pour rompre définitivement avec les politiques libérales.

En ce premier mai, journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs, plus que jamais la solidarité internationale doit être mise au cœur de nos actions. Une solidarité qui aille au-delà des mots, active et de réelle coopération dans l'intérêt des travailleuses et travailleurs du monde entier.

1^{er} MAI 2021

**AGISSONS POUR UN MONDE
JUSTE, SOLIDAIRE ET DURABLE**

**Toutes et tous à la manifestation !
14h00 - République - Paris**



Stopper les licenciements !

Suspendre tous les plans de suppression d'emplois et mettre fin aux mesures sociales régressives en conditionnant, par exemple, les aides publiques au maintien et à la création d'emplois stables et correctement payés !

Des services publics partout !

Donner les moyens aux services publics de jouer leur rôle, de se développer et de se moderniser pour leur permettre de mieux répondre aux besoins d'aujourd'hui et aux défis de demain. C'est l'une des premières leçons à tirer de la crise sanitaire.

La réindustrialisation pour une transition écologique!

La CGT porte la volonté de produire mieux et durablement. De nombreux salariés, avec leurs syndicats, portent des projets industriels répondant aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux. La CGT propose que ces projets alternatifs soient tous examinés et soutenus par le biais d'investissements financés dans le cadre plan « France relance » pour créer des emplois et relocaliser les activités stratégiques.

Encadrement du télétravail!

Avec la crise sanitaire, près de 5 millions de salariés ont dû travailler à la maison, sans y être préparés. Le télétravail ne doit pas être laissé à la main des employeurs qui parfois s'en servent pour réorganiser des secteurs en vue d'accroître la productivité, réduire les coûts immobiliers et maximiser les gains financiers. Le télétravail ne doit pas conduire à une dégradation des conditions de travail. La CGT réclame un cadre applicable pour tous avec des droits qui permettent de préserver la santé des salariés, de rendre effectif un « droit à la déconnexion » et la prise en charge par les entreprises des équipements nécessaires.

Augmentation des salaires, des pensions et minimas sociaux !

La CGT propose d'élever le Smic à 1 800 € brut et de revaloriser l'ensemble des salaires. Cela passe aussi par des mesures contraignantes pour gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes avec notamment la revalorisation sa-

lariale pour les métiers à prédominance féminine, le maintien des rémunérations à 100 % malgré le chômage partiel, une augmentation de 10 % pour les fonctionnaires, dont le salaire est gelé depuis dix ans, le retrait de la réforme de l'assurance chômage et l'augmentation des pensions des retraités. Pour financer ses propositions il est nécessaire de mettre à contribution ceux qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs en créant un impôt Covid sur les dividendes et une taxe sur les Gafam, et en mettant fin aux exonérations de cotisations sociales et à la fraude fiscale.

Passer aux 32 heures sans perte de salaire et sans accroissement de la charge de travail, c'est possible !

Contrairement à ce qu'affirment le patronat et les partisans du « travailler plus pour gagner plus », ce n'est en rien nuisible à l'activité économique et au pouvoir d'achat. Baisser le temps de travail, c'est bon pour la santé mais aussi pour l'emploi. Jamais autant d'emplois n'ont été créés que pendant la mise en place des 35 heures. Concrètement, la loi a permis de créer 3,5 fois plus d'emplois pour un coût 2 fois moins important que les cadeaux au patronat !

Des droits nouveaux !

Les travailleurs ne doivent plus subir la précarité, la flexibilité ou les crises sociales dont ils ne sont pas responsables. C'est dans ce sens que la CGT propose de rompre avec les notions de perte d'emploi au profit de la création d'un nouveau statut du travail salarié et de sa sécurité sociale professionnelle, fondé sur la continuité du contrat de travail quelle que soit la situation du salarié : actif, en recherche d'emploi, en formation. La CGT vise ainsi la disparition pure et simple des licenciements ainsi que du chômage tel qu'il est aujourd'hui conçu et organisé par le patronat.

la CGT exige que les vaccins soient un bien public de l'humanité !

Que la propriété intellectuelle des laboratoires soit levée, que la transparence soit totale en levant le secret des affaires et ainsi leur accès garanti et pour que le rythme de vaccination ne dépende plus des choix financiers de quelques grandes entreprises.

Je me syndique à la CGT !

Nom:Prénom:.....Age:.....

Adresse:

Ville:.....Code Postal:.....

Tél:.....E-mail:.....

Entreprise:.....

Ville et code postal de votre entreprise:.....

A renvoyer à : Union Régionale CGT Île-de-France 263 rue de Paris, case 455, 93514 Montreuil cedex

Tél.: 01 55 82 88 00 - Fax : 01 48 51 68 97 - Email: urif@cgt.fr - www.urif.cgt.fr

